REDACTION JURIDIQUE (mémoires et notes)

1 – CONSTRUCTION FORMELLE DE LA DEMONSTRATION JURIDIQUE

1.1 - De façon générale, se conformer à la hiérarchie des normes (conseil ou contentieux) :

En principe, à l'intérieur de chaque titre, l'exposé des arguments (ou des moyens) de légalité suit la hiérarchie des normes.

- Textes :

Mentionner d'abord la loi « *dispose que* » ... ;
puis le décret « *prévoit que* » ...
et enfin la circulaire « *précise que* » ...

- Articles codifiés

Article en « R » : dispositions codifiées issues d'un décret en Conseil d'Etat
Article en « D » : dispositions codifiées issues d'un décret simple.

NB : Cela contribue à marquer la rigueur du raisonnement et de la démonstration elle-même.

1.2 - Construction des mémoires

- Objet de la requête : en principe le mémoire commence par la mention de son objet détaillé (qui ne se limite donc pas à la mention-type : « *Vous avez bien voulu me communiquer la requête formée par ... J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les observations que cette affaire appelle de ma part* » ...).

Si l'on veut être précis, on écrira plutôt :

« Par sa requête, enregistrée le ... au greffe de votre tribunal, sous le numéro mentionné en objet, M. ... a formé un pourvoi tendant à obtenir l'annulation du jugement n° ... du par lequel le tribunal administratif de a rejeté sa demande d'annulation de la décision du (date), du DASEN de ..., refusant de ramener son service hebdomadaire àet la condamnation de l'Etat à lui verser la somme de ..., assortie des intérêts au taux légal à compter de la décision à intervenir ainsi qu'au versement d'une somme de euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ».

NB : l'avantage de cet énoncé très précis est qu'il suffit ensuite dans le corps du mémoire de mentionner : « *la requête visée en objet* » sans autre précision (tout est dit dans l'objet, donc le rappel réitéré des conclusions du requérant devient inutile).

- Ordonnancement de la démonstration : de façon générale, développer son propre système d'analyse : ne jamais suivre point par point le cheminement analytique de l'avocat. Ce canevas imposé serait alors au bénéfice du requérant ; il représenterait déjà une concession de la défense à la partie adverse.

Identifier tous les moyens, répondre à chacun d'entre eux en développant sa propre structure de raisonnement (inclure des citations de la partie adverse car un mémoire en défense est une réponse à une requête : le juge doit percevoir que même si l'on ne suit pas le même cheminement de pensée, pour autant, on répond à chacun des moyens exposés par le demandeur).

- Titres : la simple lecture des titres doit permettre au juge de voir où l'on veut en venir et notre positionnement / l'argumentation développée par la partie adverse. Eviter par conséquent des titres trop factuels sur le mode de la dissertation :

Exemple : écrire :

« *Sur le caractère fondé du motif de non renouvellement du contrat* » qui indique que nous allons exposer en quoi ce motif est fondé

plutôt que : « *Sur le non renouvellement du contrat* » qui ne fait pas suffisamment apparaître notre ligne de défense laquelle vise, en l'occurrence, à défendre un motif déjà exposé dans la décision contestée.

- Ne reprendre les expressions de la partie adverse que si absolument certain qu'elles correspondent à une juste qualification (bien souvent ce n'est pas le cas, les avocats étant civilistes.

Exemples d'expressions inappropriées qu'on peut lire sous la plume des avocats :
« *le jugement attaqué manque en droit* » ou « *manque en fait* » ...

NB : ne pas s'exonérer de cette obligation de reformulation et de requalification au simple motif que l'on doit absolument « répondre » aux arguments de la partie adverse. Cette obligation ne lie pas l'administration dans l'organisation et la formulation de sa propre défense.

2 – REGLES DE CITATION DES TEXTES

Observation liminaire :

L'enjeu lié au respect des règles de légistique est non négligeable, notamment devant la juridiction administrative, dans la mesure où elles témoignent d'une maîtrise de la syntaxe juridique. Ce formalisme contribue à donner un certain crédit à l'argumentation développée au fond, le rédacteur étant identifié comme un spécialiste du droit (cf. : « *La forme, c'est du fond qui remonte à la surface* » - V. Hugo).

- Règles de citation des dispositions codifiées issues de textes législatifs ou réglementaires

➤ Une loi ou un décret codifié a disparu de l'ordonnement juridique, dès lors que le texte codificateur prévoit son abrogation.

- Exemple : mentionner : « *l'article D. 422-2 du code de l'éducation* » relatif à l'autonomie pédagogique des établissements

... et non « *l'article 2 du décret n° 85-924 du 30 août 1985 abrogé relatif aux établissements publics locaux d'enseignement* » (dont les dispositions sont codifiées à l'article D. 422-2).

NB : il sera toujours possible d'ajouter, si on veut être très précis : l'article D. 422-2 du code de l'éducation « *issu des dispositions de l'article 2 modifié du décret n°85-924 du 30 août 1985 abrogé relatif aux établissements publics locaux d'enseignement* ».

- Règles de citation des dispositions partiellement codifiées

- Si le texte (législatif ou réglementaire) n'a pas été codifié dans son intégralité, citer, selon le cas, l'article du texte originel (non codifié) ou ses dispositions codifiées.

- Exemple : « *article 2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations* » (article toujours en vigueur).

Mais : « *article L. 111-2 du CRPA issu de l'article 4 abrogé de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations* ».

- Règle de citation des textes modifiés

Ne pas citer à titre principal le texte modificatif au lieu et place du texte modifié

Exemple : ne pas mentionner l'« *arrêté du 27 novembre 2017 relatif aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet* » mais :

- l' « *arrêté du 27 novembre 2017 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2015 relatif aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet* » ...
- ou, selon le cas : l' « *arrêté du 31 décembre 2015 relatif aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet modifié par l'arrêté du 27 novembre 2017* » ...
- ou, plus simplement : l' « *arrêté modifié du 31 décembre 2015 relatif aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet* ».

Même règle pour les dispositions codifiées :

Exemple : mentionner :

- « *l'article D. 332-16 du code de l'éducation modifié* »
- ou si l'on veut être encore plus précis : « *l'article D. 332-16 du code de l'éducation dans sa rédaction issue de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1351 du 4 décembre 2012 relatif au diplôme national du brevet* »).

NB : Ainsi le lecteur ne fait pas de confusion entre le décret originel et le décret modificatif. Cette précision présente un intérêt si la démonstration nécessite de se référer à la chronologie d'élaboration du texte (par exemple pour démontrer que, désormais, il convient de faire application des dispositions dans leurs versions modifiées – et non des dispositions originelles)

Une erreur fréquente des services de gestion : se référer au texte portant modification des dispositions codifiées (au lieu du texte originel).

3 – L'EXPRESSION JURIDIQUE

Observation liminaire :

De façon très significative, le juriste utilise l'expression « *en droit ...* » (exemple : « *en droit, on peut (ou ne peut) pas admettre telle ou telle pratique ...* »). Ce « *parler le droit* » est important, à nouveau, pour se donner pleine légitimité devant des experts de la chose juridique (magistrats, avocats etc).

- Ecrire simplement, scinder les phrases pour plus de clarté

Toujours préférer la clarté et la simplicité dans l'expression (dans la mesure du possible et sous réserve de la complexité de la démonstration – ne pas en surajouter, éviter de complexifier inutilement l'expression).

- Un style apaisé et impersonnel : le juge sera d'autant plus réceptif si le mémoire en défense apparaît comme une discussion objective des moyens invoqués et ne fait pas écho à une démonstration « magistrale » et polémique (comme c'est souvent le cas), de l'avocat de la partie adverse.

Exemples :

- ne pas écrire : l' « *avocat de la partie adverse a cru devoir par méconnaissance évidente des textes, mettre en cause la probité de madame la rectrice* » (...) mais plutôt, factuellement : « *Le requérant fait observer que ... (le citer). Cette affirmation qui tend à mettre en cause la bonne foi de l'auteur de la décision est dépourvue de tout fondement objectif. Il ressort en effet des dispositions combinées des articles ... et ... que l'administration a fait une exacte application du décret ...* » etc.
- mentionner la décision « *contestée* » plutôt qu' « *attaquée* », cette dernière expression revêtant une connotation un peu « guerrière », même si les deux expressions sont homologuées.

NB : cela vaut aussi pour l'oralité de la procédure, notamment en référé.

- Approximations terminologiques : utiliser les termes appropriés à chaque situation de droit

➤ Exemple 1 :

Un classique : la loi « dispose » ; le décret (ou l'arrêté) « prévoit » ; la circulaire « précise » et le contrat « stipule » (idem pour la convention qui est une modalité contractuelle).

NB : il n'est pas rare, cependant, de lire que le décret « *dispose* » ou que la loi « *stipule* », y compris dans des notes de services juridiques ... Par ailleurs cette règle sémantique admet certaines souplesses : on peut valablement écrire « *les dispositions* » de la circulaire ou du décret alors qu'en principe on ne devrait parler que des « *dispositions de la loi* » ou « *législatives* » ... (à éviter quand même : les « *stipulations de la loi ou du décret* » ...)

➤ Exemple 2

Bien distinguer les moyens et éviter toute confusion dans la qualification

Ecrire : « *La motivation est erronée en ce qu'elle repose sur des faits non avérés* ».

... plutôt que « *cette motivation n'est pas suffisamment explicite et repose sur des faits inexacts* »

NB : La décision est prise, ici, sur le fondement de faits matériellement inexacts : cette « *erreur de fait* » caractérise un moyen de légalité interne qui doit apparaître comme tel (l'absence de toute motivation, quant à elle, peut fonder une annulation sur la base d'un moyen de légalité externe). Eviter toute confusion possible.

➤ Exemple 3 : « *erreur de droit* » et interprétation jurisprudentielle

Ecrire :

« *Cette erreur de droit (ou de fait) n'est pas établie, au regard de l'interprétation jurisprudentielle de la loi ou du décret ...* »

Et non : « *Cette interprétation qui méconnaît la jurisprudence constitue une erreur de droit* ».

NB : l'erreur de droit se caractérise par une mauvaise interprétation de la règle elle-même (mais ne peut être caractérisée, à proprement parler, par la méconnaissance de l' « *interprétation jurisprudentielle* » de la règle de droit).

➤ Exemple 4 :

Ecrire :

« Le décret n° ... relatif à ... prévoit que Cette rédaction impose à l'administration de.... Le Conseil d'Etat a fait droit à cette interprétation en jugeant que « ... » (CE, ...n°...).

Et non : « Il convient d'interpréter ce décret comme imposant à l'administration de ainsi qu'illustré par le Conseil d'Etat dans ses arrêts »

NB : le Conseil d'Etat n' « illustre » pas les textes. Il en donne la juste interprétation (entre plusieurs possibles). Cette interprétation fait autorité devant l'administration comme devant les usagers. Ainsi, il « fait droit » à telle ou telle interprétation.

➤ Exemple 5 : Ne pas écrire : « Le décret prévoit en son article 4, 2ème alinéa »

Ecrire :

« Le deuxième alinéa de l'article 4 du décret prévoit que ... »

• Expressions à retenir :

- on « forme » une requête devant le TA (et non « un recours ») et on « interjette appel » devant la CAA.

- on « invoque » un moyen ; on « soutient » un argument (et non l'inverse) ;

- « interprétation jurisprudentielle » de la règle préférable à « application jurisprudentielle » de la règle

NB : seule l'autorité décisionnaire « applique » la règle (bien ou mal) ; il revient au juge d'en délivrer la juste « interprétation ».

- En appel :

Ecrire : « demander l'annulation du jugement entrepris » ;

Et non : les « éléments susceptibles de fonder l'annulation du jugement attaqué »

NB : redondance : si le jugement est « attaqué » c'est nécessairement qu'on en demande l' « annulation ».

- Si l'on cite un moyen non fondé du requérant, le reproduire au conditionnel et non à l'indicatif présent :

Ecrire : « A l'appui de son recours Mme X... soutient que le jugement attaqué serait entaché d'illégalité »

Et non : *A l'appui de son recours Mme X... démontre que le jugement attaqué est entaché d'illégalité »*

Ainsi on marque pleinement, en défense, la distance prise avec le moyen invoqué.

- Seul « le requérant est forclos » (en raison de la tardiveté de la requête) : on dit que la requête « est tardive ».

NB : il est donc maladroit d'écrire que la requête est « *irrecevable pour cause de forclusion* »

- Cas de recours gracieux (ou/et hiérarchique) et contentieux successifs :

L'expression homologuée est : « *Son recours gracieux ayant fait l'objet d'une décision implicite de rejet, Mme ... a formé une requête aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté du - ensemble la décision implicite de rejet opposée à son recours gracieux* ».

- Eviter les phrases « passe-partout »

Exemple : « *le juge fait une application rigoureuse de ce raisonnement* ».

NB : Le juge est par nature « *rigoureux* » dans ses raisonnements (exposer plutôt que la décision prise est « *conforme à une jurisprudence constante selon laquelle* » ...)

- Référencement d'un arrêt du CE, d'une CAA ou d'un TA :

- *CE, date, p. ...*,

En principe on ne mentionne le numéro que si l'arrêt ne figure pas au recueil. Dans le cas contraire (pas de mention au recueil ou si la pagination est inconnue) : « *CE, date, n° ...* ».

- Référencement de plusieurs arrêts du CE et d'une CAA et de jugements de TA :

Ordre de citation : « *CE, date ..., p. ; CAA de ..., date ..., p. et TA de ... , date, p. ...* » (suivre la hiérarchie des degrés de juridiction).

NB : La hiérarchie juridictionnelle prévaut ici sur l'ordre chronologique : même si l'arrêt de la CAA ou du TA est postérieur à celui du CE, il faut considérer qu'il s'inscrit dans la continuité jurisprudentielle de la Haute Assemblée : l'arrêt du CE demeure l'arrêt « de principe » ; si l'arrêt de la CAA ou du TA est antérieur à celui du CE, c'est que le CE a bien voulu valider l'opinion du premier juge ou du juge d'appel.

On peut préciser qu'il s'agit d'un arrêt de section ou d'Assemblée (pour marquer l'importance de l'enjeu) mais pas obligatoire

- Citation des arrêts ou jugements référencés :

- Si l'on cite, en le reproduisant, une partie du jugement ou de l'arrêt on mentionnera, entre parenthèses : (« *CAA de ... , date, p. : « Considérant que* »).

Et si l'on mentionne d'autres décisions, pour bien marquer que la jurisprudence est constante : on écrira, à la suite : « *voir, dans le même sens : CAA de ..., date, p. ; TA de ..., date, p.* ».

- Phrase de liaison entre la recevabilité et le fond :

L'expression consacrée est : « *Toutefois, à titre subsidiaire, pour le cas où le tribunal estimerait devoir se prononcer sur le fond, je tiens à préciser les points suivants* »

NB : A éviter : « *si par extraordinaire, le tribunal décidait que la requête est recevable, subsidiairement sur le fond ...* » : l'expression « *par extraordinaire* » n'est ici pas adéquate (même si on le rencontre souvent à la suite de l'invocation d'une irrecevabilité). En effet, il n'est pas à proprement parler « *extraordinaire* » que le tribunal juge une requête recevable.

- Dès lors l'expression « *par extraordinaire* » est mieux appropriée en référence à l'exposé d'un moyen de droit :

Exemple : « *Si par extraordinaire, le tribunal décidait de faire droit au moyen invoqué par le requérant ...* ».